



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel  
(Hansard)

Volume 152 N° 002  
Le mardi 27 mai 2025

---

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 27 mai 2025

La séance est ouverte à 10 heures.

---

*Prière*

---

• (1005)

[Traduction]

L'huissier du bâton noir apporte le message suivant:

Monsieur le Président, c'est le désir de Sa Majesté le roi du Canada que cette honorable Chambre se rende immédiatement auprès d'elle dans la salle du Sénat.

En conséquence, le Président et les députés se rendent au Sénat.

*Et les députés étant revenus à la Chambre des communes:*

**Le Président:** J'ai l'honneur de vous informer que, les Communes s'étant rendues au Sénat sur l'invitation de Sa Majesté le roi, j'ai annoncé à Sa Majesté que j'avais été choisi Président. En votre nom, j'ai réclamé les privilèges qui vous sont accordés d'ordinaire et que Sa Majesté a bien voulu confirmer.

\* \* \*

• (1245)

### LES SERMENTS D'OFFICE

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.)** demande à présenter le projet de loi C-1, Loi concernant la prestation de serments d'office.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

### DISCOURS DU TRÔNE

**Le Président:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, lorsque celle-ci s'est rendue auprès de Sa Majesté le roi aujourd'hui, au Sénat, il a plu à Sa Majesté de prononcer un discours devant les deux Chambres du Parlement. Afin d'éviter les erreurs, j'en ai obtenu le texte, que voici:

Honorables Sénateurs et Sénatrices,

Mesdames et Messieurs les Députés de la Chambre des communes,

C'est avec beaucoup de fierté et de joie que mon épouse et moi sommes ici aujourd'hui, à l'heure où les Canadiens et les Canadiennes se mobilisent avec un regain de fierté nationale, d'unité et d'espoir.

J'aimerais souligner que nous sommes réunis sur le territoire non cédé de la Nation algonquine Anishinabeg. Cette reconnaissance du territoire témoigne de l'histoire commune des habitants de ce pays. Bien que je poursuive mon propre apprentissage à ce sujet, j'espère

sincèrement que, dans vos communautés et dans l'ensemble du pays, la vérité et la réconciliation se frayeront un chemin, tant par des paroles que des gestes concrets.

C'est ma 20<sup>e</sup> visite au Canada en plus d'un demi-siècle, et ma première visite en tant que souverain. Comme je l'ai déjà affirmé: «chaque fois que je viens au Canada, [...] un peu plus de Canada s'infiltré dans mon sang, et de là, directement dans mon cœur». J'ai toujours eu la plus grande admiration pour l'identité sans pareille du Canada, laquelle est reconnue dans le monde entier, pour le courage dont vous avez fait preuve et les sacrifices que vous avez consentis afin de défendre vos valeurs nationales, et pour la diversité et la gentillesse des Canadiens et des Canadiennes.

J'aimerais dire aux peuples des Premières Nations, Inuits et Métis: vous nous avez réservé, à ma famille et moi, un accueil très chaleureux et une grande hospitalité sur vos terres ancestrales, et je vous en suis humblement reconnaissant.

Cette année, nous soulignons le 80<sup>e</sup> anniversaire du jour de la Victoire en Europe et du jour de la Victoire sur le Japon. À Juno Beach, à Dieppe, à la Somme, à Beaumont-Hamel, à Ypres et sur la crête de Vimy... En ces lieux et tant d'autres, qui seront à jamais gravés dans notre mémoire, les Canadiens ont combattu et péri aux côtés de nos plus proches alliés.

Aujourd'hui, je vois des élus venant d'un bout à l'autre du Canada. De St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, de Victoria, en Colombie-Britannique, et d'Arviat, au Nunavut. Je vois des gardiens des droits et libertés garantis par la Charte canadienne. En tant que Roi, je tiens à vous remercier de vous mettre au service de vos compatriotes, d'un bout à l'autre de ce grand et beau pays.

Vous parlez au nom de vos communautés et représentez une incroyable richesse de cultures, de langues et de perspectives. Nous devons à la présente génération ainsi qu'à celle qui suivra de réfléchir et d'agir en faveur du bien commun. À l'heure où le monde fait face à des défis sans précédent au chapitre, par exemple, de la paix et de la stabilité, de la situation économique ou des changements climatiques, des défis qui font naître des incertitudes sur tous les continents, vos communautés possèdent le savoir-faire et la détermination nécessaires pour y trouver tout un éventail de solutions.

En encourageant la collaboration et en tenant des débats respectueux et constructifs, vous permettez à ce Gouvernement d'agir de façon audacieuse et juste, pour le bien des Canadiens et des Canadiennes.

Il y a près de 70 ans, la souveraine lançait vos travaux parlementaires pour la première fois. Depuis, le Canada a changé du tout au tout: vous avez rapatrié la Constitution, accédé à la pleine indépendance et connu une croissance phénoménale. Le Canada a fait siennes ses racines britanniques, françaises et autochtones pour devenir un pays audacieux, ambitieux et novateur qui est également bilingue, véritablement multiculturel et engagé dans la voie de la réconciliation.

Depuis si longtemps, la Couronne est un symbole d'unité pour le Canada. Elle représente également la stabilité ainsi que la continuité entre le passé et le présent. Comme il se doit, elle symbolise fièrement le Canada aujourd'hui, dans toute sa richesse et son dynamisme.

### Ouverture

Quand ma chère et regrettée mère, la reine Elizabeth II, a inauguré les travaux parlementaires du Canada en 1957, la Deuxième Guerre mondiale était encore un souvenir récent et douloureux. La Guerre froide s'intensifiait. La liberté et la démocratie étaient menacées. Le Canada devenait une puissance économique montante et un artisan de la paix dans le monde. Dans les décennies qui ont suivi, l'histoire a été ponctuée d'événements notables: la guerre du Vietnam, la chute du mur de Berlin et le début de la guerre contre le terrorisme. Aujourd'hui, le Canada en est à un autre moment décisif. La démocratie, le pluralisme, la primauté du droit, l'autodétermination et la liberté sont des valeurs chères aux yeux des Canadiens et des Canadiennes, des valeurs que le Gouvernement est déterminé à protéger.

Le système de libre-échange mondial qui, bien qu'imparfait, a aidé à favoriser la prospérité de la population canadienne pendant des décennies, est en pleine évolution. Il en va de même pour les relations que le Canada cultive avec ses partenaires.

Il nous faut confronter la réalité: depuis la Deuxième Guerre mondiale, notre monde n'a jamais été aussi dangereux et instable. Le Canada fait face à des défis qui, dans nos vies, sont sans précédent.

Nombreux sont les Canadiens et les Canadiennes qui sont agoussés ou inquiets en raison des changements radicaux qui se trament dans le monde. S'il est vrai que les changements en profondeur sont toujours déstabilisants, ils offrent également des occasions exceptionnelles. L'occasion de marquer un renouveau. L'occasion de voir grand et de poser des gestes encore plus grands. L'occasion, pour le Canada, d'entreprendre la plus vaste transformation de son économie depuis la Deuxième Guerre mondiale. Un Canada en confiance, qui a accueilli de nouveaux Canadiens et de nouvelles Canadiennes, dont certains provenant de zones de conflit parmi les plus difficiles dans le monde, peut saisir ces occasions en sachant que sa population peut s'offrir ce qu'aucune puissance étrangère ni aucun continent ne pourra jamais lui enlever. Et que, en respectant les valeurs qui lui sont propres, le Canada peut se forger de nouvelles alliances et une nouvelle économie au service de toute sa population.

### Bâtir de nouvelles relations avec les États-Unis et le reste du monde

Le premier ministre et le président des États-Unis, par exemple, ont tracé les premières lignes d'une nouvelle relation économique et de sécurité entre le Canada et les États-Unis, laquelle est ancrée

dans un respect mutuel et repose sur le même intérêt à transformer leurs nations souveraines pour le mieux.

Simultanément, le Gouvernement œuvre à renforcer ses relations avec des partenaires commerciaux et des alliés fiables. Sachant que le Canada possède ce dont notre monde a besoin et défend les valeurs que ce monde respecte.

Le Canada est prêt à bâtir une coalition de nations qui partagent ces valeurs – qui croient en la coopération internationale et le libre-échange de biens, de services et d'idées. Dans ce monde nouveau, qui évolue à un rythme frénétique, le Canada tracera la voie à suivre. La démonstration en sera faite dès juin, quand le Canada présidera le Sommet du G7.

### Bâtir un Canada où les prix sont plus abordables

Le Gouvernement est guidé par sa conviction selon laquelle l'économie ne peut être vigoureuse que si elle est au service de tous. Nombreux sont les Canadiens et les Canadiennes qui ont du mal à atteindre leur plein potentiel. Le Gouvernement agit en conséquence, en réduisant les impôts de la classe moyenne et en faisant épargner 840 \$ par année aux familles à deux revenus. De plus, le Gouvernement éliminera la taxe sur les produits et services (TPS) pour les acheteurs d'une première propriété d'une valeur égale ou inférieure à 1 million de dollars, ce qui générera des économies pouvant s'élever à 50 000 \$. Le Gouvernement réduira aussi la TPS sur les maisons d'une valeur de 1 à 1,5 million de dollars.

Le Gouvernement assurera la pérennité de programmes qui permettent déjà aux familles d'économiser des milliers de dollars par année. Notamment ceux pour les garderies et l'assurance-médicament. À ces progrès s'ajoute l'élargissement du Régime canadien de soins dentaires, qui sera bientôt accessible à environ huit millions de Canadiens et de Canadiennes, leur permettant d'économiser plus de huit cents dollars par année, en moyenne.

### Bâtir un Canada plus fort

L'objectif général du Gouvernement – ou sa mission fondamentale – est de bâtir la plus forte économie du G7. Pour ce faire, il faut tout d'abord créer une seule économie, et non treize. Les obstacles au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre coûtent pas moins de 200 milliards de dollars par année au Canada. Le Gouvernement présentera aussi des projets de loi pour éliminer tous les autres obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre d'ici la fête du Canada.

Les premiers ministres de plusieurs provinces et territoires ont déjà pris des mesures pour éliminer les obstacles au commerce intérieur. Le Gouvernement va s'appuyer sur ces progrès pour créer, d'ici la fête du Canada, un réel système de libre-échange à travers le pays. Il s'agit d'efforts essentiels pour permettre au Canada de réaliser tout son potentiel économique, mais cela reste insuffisant.

Pour bâtir un Canada fort, le Gouvernement travaille de près avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones afin de repérer et propulser des projets d'intérêt national. Des projets qui permettront de raccorder le Canada, de resserrer les liens entre le Canada et le reste du monde et de créer des emplois bien rémunérés pour des générations à venir.

Vu le rythme auquel les changements s'opèrent et l'ampleur des occasions qui se présentent, la rapidité d'exécution sera primordiale. Grâce à la mise sur pied du Bureau des grands projets fédéraux, le délai d'approbation des projets passera de cinq à deux ans. Cela se fera dans le respect des normes environnementales du Canada, qui sont de calibre mondial, et de ses obligations constitutionnelles envers les peuples autochtones.

D'ici six mois, le Gouvernement établira également des ententes de coopération avec les provinces et les territoires qui s'y montreront intéressés afin d'atteindre son objectif « Un projet, une évaluation ».

Quand les Canadiens et les Canadiennes unissent leurs efforts, le Canada peut bâtir à long terme.

Éliminer ces obstacles qui freinent l'économie canadienne permettra l'avènement d'une nouvelle ère de croissance grâce à laquelle le Canada va non seulement surmonter des guerres commerciales, mais en émerger plus fort que jamais. Cela lui permettra de devenir une superpuissance en matière d'énergie verte et conventionnelle. De bâtir une stratégie industrielle qui rendra le Canada plus compétitif à l'international, tout en luttant contre les changements climatiques. De bâtir des centaines de milliers de bonnes carrières dans les métiers spécialisés. Et donc de faire du Canada une plaque tournante pour la science et l'innovation.

Crucialement, le Gouvernement entreprendra une série de mesures pour aider à doubler le taux de construction résidentielle, tout en renouvelant complètement le secteur de la construction résidentielle – en mettant à profit la technologie canadienne, les travailleurs qualifiés canadiens et le bois canadien. Le Gouvernement proposera des mesures pour créer des logements abordables au moyen du programme « Maisons Canada », une organisation axée sur une mission qui accélérera la création de nouveaux logements abordables. Elle investira dans la croissance du secteur des maisons préfabriquées et modulaires. De plus, elle offrira un financement important aux constructeurs de logements abordables. Le Gouvernement améliorera le fonctionnement du marché de l'habitation, notamment en réduisant de moitié les redevances d'aménagement municipales pour les bâtiments résidentiels à logements multiples. Le Gouvernement augmentera le nombre de logements pour en faire baisser les prix.

### **Bâtir un Canada plus sûr**

Pour être vraiment fort, le Canada doit être un endroit sûr. Le Gouvernement a donc l'intention de présenter un projet de loi pour améliorer la sécurité aux frontières canadiennes. Les organismes d'application de la loi et de renseignement auront de nouveaux outils à leur disposition pour freiner la circulation du fentanyl et de ses produits précurseurs. L'Agence des services frontaliers du Canada obtiendra de nouveaux pouvoirs qui lui permettront d'examiner les marchandises destinées à l'exportation, afin de prévenir le transport de produits illégaux ou volés, y compris des voitures.

Le Gouvernement protégera la souveraineté du Canada en réarmant, réarmant et réinvestissant dans les Forces armées canadiennes. Il stimulera l'industrie militaire canadienne en prenant part au plan « ReArm Europe » et contribuera ainsi, avec des partenaires européens, à la sécurité transatlantique. Et il investira pour renforcer sa présence dans le Nord, alors que cette région, qui est partie intégrante de la nation canadienne, fait face à de nouvelles menaces.

Le Gouvernement s'acquittera de son devoir de protéger les Canadiens et les Canadiennes ainsi que leurs droits souverains, que les menaces proviennent de l'intérieur du pays ou de l'étranger. Afin d'assurer la sécurité des communautés, le Gouvernement embauchera 1 000 employés de plus à la Gendarmerie royale du Canada. De plus, il modifiera le programme de permis d'armes à feu et fera mieux appliquer les lois de type « drapeau rouge » et « drapeau jaune ». Les personnes reconnues coupables de violence contre un partenaire intime ou faisant l'objet d'une ordonnance de protection se verront révoquer leur permis d'armes à feu. Grâce au déploiement de détecteurs, de drones et d'hélicoptères, à l'ajout de membres de personnel et au recours à des escouades canines, le Gouvernement endiguera le flot d'armes à feu et de drogues illégales de l'autre côté de la frontière.

Le Gouvernement prendra ces mesures, d'une part, en protégeant les droits des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi et, d'autre part, en respectant les traditions de longue date des peuples autochtones en matière de chasse.

Le Gouvernement accordera une attention renouvelée aux vols de voitures et aux violations de domicile en raffermissant les dispositions du Code criminel. En effet, il rendra la libération sous caution plus difficile à obtenir pour les récidivistes accusés de ces crimes, de traite de personnes ou de trafic de drogue.

### **Bâtir un Canada uni**

En cette période de grands changements, les Canadiens et les Canadiennes sont unis autour de ce qui rend le Canada unique.

La langue française et la culture québécoise sont au cœur de l'identité canadienne. Elles définissent le pays que les Canadiens, les Canadiennes et moi aimons tant. Le Canada est un pays où l'on respecte et célèbre les langues officielles et les langues autochtones. Le Gouvernement est déterminé à protéger les institutions qui font rayonner ces cultures et cette identité dans le monde entier, comme CBC/Radio-Canada. Protéger ceux qui nous donnent accès à des aliments frais, sains et de qualité: les producteurs agricoles. Et protéger la gestion de l'offre.

La nature est un élément déterminant de l'identité canadienne. En 2022, le Canada a accueilli la COP15 à Montréal, qui s'est conclue par la signature d'un accord historique auquel ont adhéré 196 pays s'engageant à protéger 30 % de leurs terres et 30 % de leurs eaux d'ici 2030. À cette fin, le Gouvernement protégera plus que jamais la nature du Canada grâce à la création de nouveaux parcs nationaux, de parcs urbains nationaux et de zones marines protégées ainsi qu'au lancement d'autres initiatives de conservation.

Le Gouvernement protégera toujours les droits et les libertés que la Charte garantit à l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

Le Gouvernement sera un partenaire fiable pour les peuples autochtones et respectera son engagement fondamental à faire progresser la réconciliation. La création d'une richesse et d'une prospérité durables en collaboration avec les peuples autochtones est ce qui caractérise cet engagement. À cette fin, le Gouvernement doublera le financement du Programme de garantie de prêts pour les Autochtones, dont l'enveloppe passera de 5 à 10 milliards de dollars, afin de permettre à un plus grand nombre de communautés autochtones de devenir propriétaires de grands projets. Tout en mettant de l'avant ses projets d'intérêt national, le Gouvernement restera résolument guidé par le principe du consentement libre, préalable et éclairé.

Le système d'immigration du Canada est depuis longtemps une source de fierté pour les Canadiens et les Canadiennes et un moteur économique. Le Gouvernement est déterminé à rétablir la confiance des Canadiens et des Canadiennes à l'égard du système d'immigration en y ramenant l'équilibre.

Le Gouvernement instaurera une limite sur le nombre de travailleurs étrangers temporaires et d'étudiants internationaux, établissant un plafond qui, à partir de 2027, sera en deçà de 5 % de la population canadienne. Simultanément, il attirera les meilleurs talents dans le monde pour bâtir l'économie. Et il fera savoir aux Canadiens et aux Canadiennes qui travaillent à l'étranger que, s'ils songent à revenir au pays, il n'y a pas de moment plus propice pour le faire.

### **Bâtir un Canada fort en dépensant moins et en investissant davantage**

Dans toutes ses actions, le Gouvernement sera guidé par une nouvelle discipline fiscale: dépenser moins, pour que les Canadiens puissent investir plus.

Les dépenses courantes de l'État, c'est-à-dire le budget de fonctionnement du gouvernement, ont augmenté de 9 % chaque année. Le Gouvernement va adopter des mesures pour rétablir cette croissance à moins de 2 %.

Les transferts aux provinces, aux territoires et aux particuliers seront maintenus. Le Gouvernement équilibrera son budget de fonctionnement au cours des trois prochaines années en réduisant le fardeau administratif, en plafonnant les effectifs au sein de la fonction publique, en éliminant les doublons et en déployant des technologies pour accroître la productivité du secteur public.

Par ailleurs, le Gouvernement prendra une série de mesures visant à stimuler les nouveaux investissements afin de créer de meilleurs emplois et d'augmenter les revenus des Canadiens et des Canadiennes. L'ampleur de l'initiative du Gouvernement sera à la mesure des enjeux de notre temps ainsi que des ambitions de l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

### **Conclusion**

Honorables Sénateurs et Sénatrices,

Mesdames et Messieurs les Députés de la Chambre des communes,

Lorsque ma chère et regrettée mère s'est adressée à vos prédécesseurs il y a sept décennies, elle a déclaré qu'à cette époque – en tenant compte du contexte des affaires internationales – aucune nation ne pouvait vivre en repli sur elle-même. Au cours des décennies qui ont suivi, je suis très fier que le Canada ait continué à don-

ner l'exemple au monde entier par sa conduite et ses valeurs, en agissant au nom du bien.

À vous, et à l'ensemble du peuple canadien, mon épouse et moi-même adressons nos sincères remerciements pour cet accueil des plus chaleureux.

Et comme nous le rappelle l'hymne national, le Grand Nord est en effet fort et libre!

Mesdames et Messieurs les Députés, vous devrez attribuer les crédits nécessaires à la mise en œuvre des services et des dépenses approuvés par le Parlement.

Puissiez-vous honorer la grande confiance qui vous a été accordée par les Canadiens et les Canadiennes, et puisse Dieu vous guider dans l'exécution de vos fonctions.

**Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je comprends à quel point cet événement était exceptionnel et je fais part de la profonde reconnaissance de la Chambre. Je pense également que cela reflète à quel point cette journée est exceptionnelle.

Je propose:

Que le discours du Trône prononcé aujourd'hui par Sa Majesté le roi devant les deux Chambres du Parlement soit pris en considération plus tard aujourd'hui.

(La motion est adoptée.)

\* \* \*

[Français]

## **LES VOIES ET MOYENS**

### **AVIS DE MOTION**

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais d'abord vous adresser mes félicitations pour votre élection.

[Traduction]

Le gouvernement prend des mesures concrètes pour réduire les coûts pour les Canadiens. Par conséquent, conformément à l'article 83(1) du Règlement, j'aimerais déposer, dans les deux langues officielles, un avis de motion des voies et moyens qui comporte des mesures qui apporteront des changements concrets en réduisant les impôts des Canadiens, en diminuant les coûts et en permettant aux Canadiens d'avoir plus d'argent dans leurs poches.

Conformément à l'article 83(2), je demande que l'étude de la motion de voies et moyens soit inscrite à l'ordre du jour.

\* \* \*

[Français]

## **LE COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS ET À L'ÉTHIQUE**

**Le Président:** Conformément au paragraphe 15(3) du Code régissant les conflits d'intérêts des députés, il est de mon devoir de déposer sur le bureau la liste de tous les déplacements parrainés des députés pour l'année 2024 reçus du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.

[Traduction]

### TRAVAUX DES SUBSIDES

**L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, je propose:

Que la Chambre étudie les travaux des subsides à la prochaine séance.

(La motion est adoptée.)

[Français]

**Le Président:** Il est de mon devoir d'informer la Chambre que quatre jours au total devront être désignés pour la période des subsides se terminant le 23 juin.

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je souhaite également vous adresser mes félicitations pour votre élection.

Il y a eu consultation entre les partis, et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, jusqu'à la fin de la période des subsides actuelle se terminant le 23 juin 2025:

(a) les articles 81(4) et 81(5) du Règlement soient remplacés comme suit:

«Un budget principal des dépenses et tout budget supplémentaire des dépenses soit réputé renvoyé à un comité plénier de la Chambre dès sa présentation à la Chambre, pourvu que:

(i) un ministre de la Couronne, après consultation avec les leaders des autres partis, puisse désigner quatre jours pour examiner ces budgets en comité plénier, à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien de chaque jour, pour une période n'excédant pas quatre heures,

(ii) ledit comité plénier se réunisse dans le seul but de poser des questions au gouvernement concernant les budgets,

(iii) pendant la période prévue pour l'examen des budgets en comité plénier,

(A) aucun député n'aura la parole pendant plus de 15 minutes à la fois, ce qui comprend au plus 10 minutes pour participer au débat,

(B) les 15 minutes peuvent être utilisées exclusivement pour le débat et pour poser des questions à un ministre de la Couronne ou à un secrétaire parlementaire agissant au nom du ministre,

(C) quand la parole est accordée à un député, celui-ci indique comment les 15 minutes seront réparties,

(D) tout député qui prend la parole pendant le débat puisse indiquer à la Présidence qu'il partagera son temps avec un ou plusieurs autres députés,

(E) la présidence ne reçoive ni demande de quorum, ni motion dilatoire, ni demande de consentement unanime,

(iv) à la fin de la période prévue pour le débat ou lorsque plus aucun député ne souhaite prendre la parole, selon la première éventualité,

(A) le quatrième jour désigné, mais dans tous les cas, au plus tard deux jours de séance avant le dernier jour désigné de la période en cours, les budgets des dépenses soient réputés avoir fait l'objet d'un rapport à la Chambre,

(B) les quatre jours désignés, le comité lève la séance, le débat conformément à l'article 38 du Règlement n'ait pas lieu et la Chambre s'ajourne immédiatement au jour de séance suivant,

(b) l'article 81(14)(a) du Règlement soit modifié par substitutions aux mots « Il sera donné par écrit un préavis de 24 heures pour un avis d'opposition à tout poste du budget. Toutefois, au cours de la période des subsides se terminant au plus tard le 23 juin, il sera donné par écrit un préavis de 48 heures pour un avis d'opposition à tout poste du budget » des mots « Il sera donné par écrit un préavis de 24 heures pour un avis d'opposition à tout poste de ces budgets pour la période des subsides se terminant au plus tard le 23 juin. »

• (1250)

**Le Président:** Que tous ceux qui s'opposent à ce que l'honorable ministre propose la motion veuillent bien dire non. Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

L'Adresse

(La motion est adoptée.)

\* \* \*

[Traduction]

### LE BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES 2025-2026

Le président du Conseil du Trésor présente un message dont le Président donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence la gouverneure générale transmet le budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026.

**L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le Budget principal des dépenses 2025-2026.

## DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

### L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre passe à l'étude du discours prononcé par Sa Majesté le roi à l'ouverture de la session.

**Corey Hogan (Calgary Confederation, Lib.):** Monsieur le Président, avant de commencer mon intervention, je tiens à souligner que nous sommes réunis sur le territoire non cédé du peuple algonquin anishinabe.

Je tiens également à vous féliciter, monsieur le Président, d'avoir été élu par les députés hier. Nous vous avons confié de grandes responsabilités et, même si je ne vous connais que depuis peu, je suis convaincu que vous servirez bien le Parlement.

Aujourd'hui est un jour mémorable pour notre pays et un jour inoubliable pour nous tous à la Chambre. Je suis honoré de prendre la parole en tant que nouveau député. Je tiens à remercier ma famille de son amour et de son soutien: mon épouse, Lori, et nos enfants, Annelies, Ben et Sam. Je me suis présenté aux élections en grande partie parce que je veux qu'ils aient accès aux possibilités que le Canada m'a offertes, et plus encore. Je tiens également à remercier mes bénévoles, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible.

Nous avons tous vécu une campagne électorale animée il y a quelques semaines à peine. Les Canadiens ont eu l'occasion d'examiner les options que les candidats aux élections leur ont présentées et de faire leur choix. C'est là un très bel exemple de démocratie.

• (1255)

[Français]

Le résultat de cette élection est que chacun d'entre nous ici présent s'est vu confier l'honneur de servir ses concitoyens. Je sais que nous prenons tous ce privilège à cœur. J'adresse mes félicitations à chacun de mes collègues députés.

En ce début de session parlementaire, je m'engage à travailler en collaboration avec tous au nom des personnes qui nous ont envoyés ici.

*L'Adresse*

[Traduction]

C'est un grand honneur pour moi d'avoir obtenu la confiance des habitants de Calgary Confederation pour les représenter au Parlement. Aujourd'hui, je tiens à exprimer à la Chambre non seulement ma fierté en tant qu'Albertain et Canadien, mais aussi mon profond respect pour les nouvelles responsabilités qui nous ont été confiées en ce moment charnière de notre histoire. Le Canada est un merveilleux pays formé de dix provinces et de trois territoires qui ont une histoire commune avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis, avec qui ils travaillent main dans la main.

Bien que notre pays soit une mosaïque composée de régions diverses d'un océan à l'autre, nous formons bel et bien une seule nation. Nous devons garder à l'esprit cette réalité fondamentale en cette période particulière de notre histoire. Peu importe où se trouvent nos racines au Canada, nous sommes appelés à collaborer en tant que peuple uni. La volonté de bâtir un Canada encore meilleur et plus fort est au cœur du programme du gouvernement. Elle est aussi au cœur du discours du Trône, dont j'aimerais souligner certains points saillants.

Le Canada est à un tournant de son histoire en ce qui concerne sa place dans le monde et dans le système mondial de commerce. Nous vivons un moment charnière et nous ne pouvons pas nous y soustraire. Le système commercial est en train de changer, et nous devons reconnaître que notre relation avec nos partenaires commerciaux est en pleine évolution. En ce moment décisif, nous devons tous accepter les mesures qui s'imposent et travailler ensemble pour les mettre en œuvre. Dans le discours du Trône, le gouvernement fait face à cette réalité.

Les Canadiens savent que le monde n'a jamais été aussi dangereux et instable depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais que la situation représente une occasion inouïe malgré l'instabilité. Le gouvernement a l'intention de diriger un pays confiant vers la plus grande transformation de son économie depuis la Deuxième Guerre mondiale. Nous resterons fidèles à nos valeurs et nous forgerons de nouvelles alliances afin de renforcer l'économie. Comme le discours du Trône nous le rappelle à tous, la « population peut s'offrir ce qu'aucune puissance étrangère ni aucun continent ne pourra jamais lui enlever ».

En tant que Canadiens, nous sommes tous conscients de la relation que notre pays entretient avec les États-Unis, une relation de longue date qui remonte à plusieurs générations. Nous avons des amis aux États-Unis; nous y avons de la famille. Je ne fais pas exception. Il s'agit d'une relation entre deux bons voisins qui s'est tissée dans le respect mutuel et le désir de renforcer l'économie et la sécurité nationale des deux pays.

Cette année, une nouvelle perspective est apparue dans cette relation. Elle a éveillé notre patriotisme et notre détermination à maintenir notre identité nationale, détermination que le premier ministre a exprimée clairement, lui aussi. Il a rendu visite au président des États-Unis à Washington et, comme l'indique le discours du Trône, le président et lui-même ont commencé à définir « une nouvelle relation économique et de sécurité » entre nos deux pays. Cette relation restera « ancrée dans un respect mutuel » et fondée sur des intérêts communs, mais souverains. Nous nous efforcerons d'offrir des avantages transformationnels aux deux pays. Par ailleurs, le gouvernement est résolu à ne pas détourner son attention du reste du travail à accomplir.

Le Canada possède beaucoup de choses dont le monde a besoin et qu'il désire. Le gouvernement renforcera donc les relations du Canada avec des partenaires commerciaux fiables du monde entier. Nous travaillerons à bâtir une coalition de nations qui croient en la coopération et qui sont prêtes à s'engager dans le libre-échange de biens, de services et d'idées. Le Canada peut tracer la voie à suivre. Il le montrera notamment lorsqu'il présidera le sommet du G7 dans ma province, l'Alberta, le mois prochain.

J'aimerais maintenant parler d'un sujet qui nous touche de plus près. Partout au pays, de nombreux Canadiens peinent à payer leurs factures. Pour beaucoup de gens, le coût de la vie est devenu trop élevé. Ils peinent à joindre les deux bouts et à prospérer face aux pressions du quotidien.

Le gouvernement prendra des mesures pour aider les Canadiens à améliorer leur sort. Notre programme économique prévoit un allègement fiscal pour la classe moyenne. C'est une de nos priorités. Les Canadiens peuvent compter là-dessus.

Grâce à la réduction d'impôt, les familles canadiennes auront plus d'argent à leur disposition. Une famille moyenne à deux revenus économisera jusqu'à 840 \$ par an. Nous éliminerons la TPS pour les acheteurs d'une première propriété d'une valeur égale ou inférieure à 1 million de dollars, ce qui générera des économies pouvant atteindre 50 000 \$. Nous réduirons aussi la TPS sur les maisons d'une valeur de 1 à 1,5 million de dollars.

Ce faisant, nous prendrons des mesures concrètes afin de doubler le taux de construction résidentielle au pays, en tirant parti de la technologie, de la main-d'œuvre qualifiée et du bois d'œuvre du Canada. Nous améliorerons le fonctionnement du marché de l'habitation, notamment en réduisant de moitié les redevances d'aménagement municipales pour les bâtiments résidentiels à logements multiples.

Le plan est clair. Le gouvernement augmentera le nombre de logements pour en faire baisser les prix. Bref, le gouvernement est conscient que les Canadiens ont besoin de répit et c'est ce que nous leur apportons.

Nous veillerons à la pérennité des programmes qui ont déjà permis à certaines familles d'économiser des milliers de dollars par année. Il s'agit notamment des services de garderie et de l'assurance-médicaments. Il s'agit également de la récente expansion du Régime canadien de soins dentaires, qui est désormais accessible à 8 millions de Canadiens de plus et qui permet à une famille moyenne d'économiser plus de 800 \$ par visite.

Le gouvernement a un objectif fondamental en ce qui concerne l'économie canadienne: notre mission principale est de bâtir l'économie la plus forte du G7. À mesure que nous nous rapprochons de cet objectif, il est impératif de reconnaître que nous devons créer une seule économie canadienne à partir de 13 économies. Pendant trop longtemps, nous avons été freinés par des obstacles internes au commerce et à la mobilité de la main-d'œuvre, et ces obstacles nous coûtent jusqu'à 200 milliards de dollars par année. Le discours du Trône a clairement indiqué que le gouvernement compte présenter un projet de loi visant à supprimer tous les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre d'ici la fête du Canada.

Nous avançons rapidement parce qu'il est temps de passer à l'action. Nous ne pouvons pas attendre. Les premiers ministres de plusieurs provinces et territoires ont déjà pris des mesures pour éliminer les obstacles. Le gouvernement est résolu à collaborer avec tous les autres gouvernements pour continuer à avancer dans cette direction.

En tant que Canadiens, nous devons donc être conscients qu'il est temps non seulement de bâtir, mais de bâtir de grandes choses. L'heure est aux grands projets pour consolider notre économie nationale et créer des emplois bien rémunérés pour les générations à venir. Pour y arriver, le gouvernement mettra en place un bureau des grands projets fédéraux, qui permettra de faire passer le délai d'autorisation des projets de cinq ans à deux ans. En atteignant cet objectif, le Canada deviendra l'un des meilleurs, sinon le meilleur à cet égard, parmi les pays de l'OCDE. Nous y parviendrons tout en respectant les normes environnementales du Canada et ses obligations constitutionnelles envers les peuples autochtones.

Grâce à l'élimination de ces obstacles, le Canada sera en meilleure position pour surmonter les guerres commerciales qui pourraient survenir. Ce changement créera des emplois et renforcera notre économie. Comme l'indique le discours du Trône, il nous permettra de devenir une superpuissance en matière d'énergie verte et classique. C'est un message que les Canadiens de toutes les régions du pays devraient entendre. Chose certaine, les Albertains s'en réjouissent.

Le gouvernement sait que les Canadiens ont des inquiétudes légitimes au sujet de la sécurité dans leurs quartiers et leurs rues. Nous présenterons un projet de loi pour renforcer la sécurité à nos frontières. Nous doterons les organismes d'application de la loi et de renseignement de nouveaux outils pour les aider à freiner le trafic de fentanyl. Nous resserrerons des dispositions du Code criminel pour que les conditions de mise en liberté sous caution soient plus strictes dans le cas de récidivistes reconnus coupables de crimes comme les vols de voitures, les violations de domicile et la traite des personnes. L'Agence des services frontaliers du Canada obtiendra de nouveaux pouvoirs qui lui permettront de s'attaquer au trafic de voitures volées en prévenant le transport de produits illégaux.

Pour mieux protéger nos collectivités, le gouvernement embauchera 1 000 employés de plus à la Gendarmerie royale du Canada. Nous prendrons des mesures pour enrayer la violence liée aux armes à feu en modifiant le programme de permis d'armes à feu et en utilisant des détecteurs, des drones et des hélicoptères pour endiguer la circulation transfrontalière des drogues et des armes à feu.

Tout à l'heure, j'ai parlé de l'incertitude et de l'instabilité qui règnent dans le monde. Le gouvernement a la responsabilité de protéger la souveraineté du Canada, et c'est ce qu'il fera. Il va non seulement rebâtir et réarmer les Forces canadiennes, mais aussi en augmenter le financement. Nous collaborerons avec nos alliés européens pour renforcer la sécurité transatlantique, et nous investirons dans le Nord canadien pour respecter notre engagement à protéger le pays contre les menaces existantes et nouvelles.

• (1300)

En tant qu'Albertain et fils d'une personne originaire du Québec, je suis fier de vivre dans un pays où la langue française et la culture québécoise font partie intégrante de notre identité nationale. Le discours du Trône énonce clairement les valeurs de notre gouvernement et respecte les langues officielles et les langues autochtones du pays. Il comprend également un engagement à protéger les insti-

### *L'Adresse*

tutions qui visent à promouvoir ces cultures, comme CBC ou Radio-Canada.

Le gouvernement est aussi fermement résolu à respecter ses obligations fondamentales en matière de réconciliation avec les peuples autochtones. Nous devons les aider à assurer leur prospérité de façon durable, et c'est ce que nous ferons. Dans le cadre de cette stratégie, nous augmenterons le financement du Programme de garanties de prêts pour les Autochtones afin d'aider un plus grand nombre de communautés autochtones à réaliser de grands projets.

La splendeur de notre territoire est également au cœur de notre identité. Les Canadiens ont raison d'être fiers de leur habitat naturel. Le gouvernement protégera cette particularité du Canada en créant de nouveaux parcs nationaux et de nouvelles zones de protection marines.

Depuis de nombreuses décennies, les Canadiens sont très fiers de leur système d'immigration, qui a contribué à façonner la mosaïque canadienne tout en alimentant le moteur de l'économie. Or, le maintien de la confiance du public dans le système est essentiel à la solidité du système lui-même. Voilà pourquoi le gouvernement prendra des mesures pour favoriser la confiance et rétablir l'équilibre. Nous limiterons le nombre de travailleurs étrangers temporaires et d'étudiants étrangers tout en prenant des mesures pour attirer les meilleurs talents du monde, afin qu'ils viennent se joindre à nous pour consolider notre économie.

Je terminerai par quelques observations sur l'engagement du gouvernement à l'égard d'une gestion financière responsable. Le gouvernement propose une nouvelle approche à cet égard. Le discours du Trône souligne que le budget de fonctionnement du gouvernement augmente de 9 % chaque année. Cette situation doit changer, et nous allons la changer. Le gouvernement mettra en place des mesures pour faire passer la croissance de ce budget à moins de 2 %. En outre, nous établirons une cible responsable de réduction du déficit. Le gouvernement équilibrera son budget de fonctionnement au cours des trois prochaines années grâce à une gestion financière responsable et prudente.

Les transferts versés aux provinces, aux territoires et aux Canadiens eux-mêmes seront maintenus. Voilà ce que compte faire le nouveau gouvernement, qui est déterminé à établir des objectifs concrets pour faire du Canada un pays plus fort et plus prospère pour ses citoyens. Le discours du Trône prononcé aujourd'hui fournit une feuille de route pour y parvenir. C'est un programme ambitieux, un objectif que les Canadiens peuvent réaliser en travaillant main dans la main.

Je propose, avec l'appui de la députée de Thérèse-De Blainville, que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Sa Majesté le roi :

À SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI,

TRÈS GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté avez adressé aux deux Chambres du Parlement.

*L'Adresse*

• (1305)

**Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC):** Monsieur le Président, les libéraux ont présenté un plan qui comprend une section sur un Canada uni, mais qui ne mentionne pas une seule fois l'Ouest. Les libéraux prononcent des paroles creuses sur la façon de faire du Canada une superpuissance en matière d'énergie, mais ils ne proposent absolument aucune mesure concrète pour stimuler les investissements et la croissance dans le secteur de l'énergie. Voici ce que le ministre de l'Énergie du premier ministre a offert à Calgary la semaine dernière: des paroles creuses, sans engagements concrets.

Soyons clairs: les pertes d'emplois et les projets annulés dans le secteur de l'énergie sont le résultat direct des lois et des politiques libérales. Pour faire du Canada une superpuissance en matière d'énergie, il faut commencer par abroger les lois libérales anti-énergie. Nous devons abroger la loi C-69, qui vise à interdire la construction de pipelines et qui fait obstacle aux infrastructures énergétiques; la loi C-48, l'interdiction des pétroliers, qui empêche nos ressources énergétiques d'accéder à la mer et le plafonnement de la production pétrogazière, qui privera l'économie canadienne de 20 milliards de dollars et qui fera disparaître 54 000 emplois, dont beaucoup dans ma circonscription.

Le ministre de l'Énergie n'a pas pris l'engagement d'abroger les lois libérales anti-énergie, mais le premier ministre a maintenant l'occasion de s'engager sans équivoque à le faire. Le premier ministre abrogera-t-il la loi qui vise à interdire la construction de pipelines? Abrogera-t-il l'interdiction des pétroliers et le plafonnement de la production pétrogazière pour que le Canada puisse construire des infrastructures énergétiques et acheminer ses ressources vers les marchés?

• (1310)

**Corey Hogan:** Monsieur le Président, j'étais présent lorsque le ministre de l'Énergie a prononcé ce discours, et l'atmosphère dans la salle était très différente. L'annonce a suscité une réaction très positive. Les gens veulent tourner la page et tenir un dialogue plus productif, ce que j'encourage tous les députés à prendre à cœur. Il n'est pas surprenant que le ministre ait suscité une réaction positive, puisque les libéraux ont récolté à Calgary le pourcentage de votes le plus élevé qu'ils aient connu depuis des générations, c'est-à-dire depuis 1968.

Le nouveau gouvernement apportera un nouvel équilibre aux dialogues sur l'énergie et l'environnement qui s'imposent. Je rappelle aux députés d'en face que les projets de pipelines étaient voués à l'échec bien avant que soient adoptés les projets de loi auxquels ils attribuent cet échec. En effet, le projet Northern Gateway n'a pas réussi à surmonter les contestations judiciaires, les tribunaux ayant déterminé que les études environnementales et la consultation des Autochtones avaient été trop lacunaires, un gâchis que ce côté-ci de la Chambre a nettoyé.

[Français]

**Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ):** Monsieur le Président, tout d'abord, je me permets de remercier chaleureusement les gens de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine de m'avoir accordé leur confiance. Je tâcherai, à chaque occasion, d'en être digne et de défendre les intérêts du Québec et de ses régions.

D'ailleurs, le discours du Trône n'accorde aucune place aux intérêts de nos régions. Nous sortons d'une campagne électorale totale-

ment centrée sur l'importance de protéger notre économie face à Donald Trump. Pourtant, le discours du Trône ne parle pas de l'industrie forestière québécoise et de ses besoins dans le conflit du bois d'œuvre. Il ne parle pas de l'aluminium, qui est pourtant l'un des secteurs frappés par les tarifs américains. Il ne parle pas des pêches, un secteur aussi précieux que fragile, dont les exportations dépendent beaucoup trop des Américains.

Ce texte a été lu par un monarque britannique et aurait aussi bien pu être écrit à Londres tellement il n'est pas connecté avec les besoins des Québécois. Où se trouvent les intérêts des régions du Québec dans ce document-là?

**Corey Hogan:** Monsieur le Président, je tiens à remercier l'honorable député de cette question.

[Traduction]

Le Canada est un pays formé de régions. En tant qu'Albertain, j'en suis tout à fait conscient. Un discours de cette nature porte sur le pays dans son ensemble. Bien des détails sont à venir et bien des discussions se tiendront dans les prochains jours.

**L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, les Canadiens ont élu...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** Je suppose qu'il s'agit là du premier test.

Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, moi aussi, je me suis ennuyé de mes collègues conservateurs, en particulier de Pierre Poilievre.

Cela dit, les Canadiens ont élu un nouveau gouvernement au Canada. C'est un gouvernement qui comprend les avantages de bâtir une économie et un pays forts pour tous les Canadiens. Nous en avons eu la preuve éclatante dans le discours du Trône prononcé par le roi du Canada plus tôt aujourd'hui.

Mon ami et collègue de l'Alberta ne convient-il pas que l'une des initiatives les plus impressionnantes que le premier ministre a prises dès le premier jour a été d'accorder un allègement fiscal aux Canadiens? Des centaines de millions de dollars resteront dans les poches des Canadiens de toutes les régions du pays.

• (1315)

**Corey Hogan:** Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec mon collègue. Voilà un autre exemple de ce qu'un nouveau gouvernement a à offrir avec un nouveau programme. Les Canadiens seront entre de très bonnes mains au cours des semaines, des mois et, espérons-le, des années à venir.

**Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC):** Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole en tant que première femme du Parti conservateur à représenter Terre-Neuve-et-Labrador à la Chambre des communes.

Je suis originaire de Terre-Neuve-et-Labrador, j'y ai fait ma vie et j'y ai construit ma carrière. Malheureusement, pour les jeunes d'aujourd'hui, faire sa vie à Terre-Neuve-et-Labrador est en train de devenir un rêve inaccessible. Trop d'entre eux sont contraints de faire leurs valises pour aller s'installer ailleurs au Canada. C'est la faute du gouvernement fédéral: il met en œuvre des politiques qui font obstacle aux investissements et qui étouffent les grands projets créateurs d'emplois susceptibles de permettre aux jeunes de se bâtir une vie.

*L'Adresse*

J'ai passé le discours au peigne fin, mais je n'y trouve aucun engagement ferme en faveur des jeunes Terre-Neuviens qui veulent se bâtir une vie et rester dans la province. Le premier ministre s'engagera-t-il à abolir les lois libérales anti-énergie, les lourdeurs réglementaires et bureaucratiques excessives, ainsi que les taxes et impôts élevés qui anéantissent les rêves des jeunes de Terre-Neuve-et-Labrador?

**Corey Hogan:** Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée pour son élection.

Le discours du Trône évoque des perspectives économiques partout au Canada. Il traite des façons dont nous allons construire des choses, dont nous allons faire croître des choses et, surtout, dont nous allons le faire rapidement, car le temps ne joue pas en notre faveur. Le discours du Trône comprend un engagement à créer un bureau des grands projets et à ramener le délai d'approbation des projets de cinq à deux ans. Cela ferait du Canada l'un des meilleurs pays de l'OCDE, sinon le meilleur. Je suis donc optimiste quant à l'avenir. J'espère que la députée d'en face gardera l'esprit ouvert pendant que nous mettrons en œuvre ce programme.

**Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son élection.

Les néo-démocrates, cela va sans dire, seront là pour demander des comptes au gouvernement tout en lui offrant leur collaboration dans la mesure du possible, même si nous n'avons pas le statut de parti officiel.

En ce qui concerne le logement, le discours du Trône ne parle pas du tout des locataires, un sujet dont nous avons tous entendu parler en campagne électorale. Il n'y a rien dans le discours du Trône sur la construction de logements sociaux ou de coopératives d'habitation, confirmant ainsi que ce sont les libéraux qui ont aboli le programme national de logement abordable, et il ne contient aucune mesure pour mettre fin aux profits excessifs dans le domaine du logement. Est-ce parce que le ministre du Logement croit que l'abordabilité n'est pas un enjeu pour les Canadiens?

Ma question au député est la suivante: que fera-t-il pour que les logements sociaux et les coopératives d'habitation...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** Le député de Calgary Confederation peut répondre très brièvement.

**Corey Hogan:** Monsieur le Président, le logement est très présent dans ce discours du Trône. On y aborde la question sous tous les angles de sorte à réduire les coûts de développement et de construction, et à augmenter l'offre grâce au plan d'action le plus ambitieux depuis la Deuxième Guerre mondiale.

\* \* \*

**LES DÉPENSES FISCALES FÉDÉRALES**

**L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, au nom du ministre des Finances, un document dans les deux langues officielles intitulé « Rapport sur les dépenses fiscales fédérales » pour 2025.

• (1320)

**Elizabeth May:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Comme vous l'avez peut-être remarqué, même si la députée de Vancouver-Est se trouve à une certaine distance du fauteuil, il y a mal-

heureusement eu plus de chahut qu'on ne l'aurait souhaité le jour du discours du Trône.

**Des voix:** Oh, oh!

**Elizabeth May:** On me chahute pendant que je fais valoir ce point, monsieur le Président.

Lors de votre élection, de nombreux engagements ont été pris de toutes parts à la Chambre pour améliorer le décorum au Parlement. Le chahut était si fort que je n'ai pas été en mesure d'entendre la députée qui est juste à côté de moi.

**Le Président:** C'est noté. Je rappelle à tous les députés que nous devons être en mesure d'entendre ce qui est dit.

\* \* \*

[Français]

**L'ADRESSE EN RÉPONSE**

La Chambre reprend l'étude du discours prononcé par Sa Majesté le roi à l'ouverture de la session.

**Madeleine Chenette (Thérèse-De Blainville, Lib.):** Monsieur le Président, chers collègues, avant de commencer, j'aimerais reconnaître que nous sommes réunis sur le territoire non cédé de la nation anishinabe algonquine.

C'est avec humilité et enthousiasme que je prends la parole en tant que députée de Thérèse-De Blainville. C'est un honneur pour moi d'être ici aujourd'hui, au nom de mes électeurs, pour prononcer ce discours. Comme je le dis souvent à mes amis et à ma famille, j'apprécie mon bonheur.

Je vous félicite pour votre nomination, monsieur le Président, tout comme je félicite tous les députés à la Chambre. J'ai hâte de travailler avec tout le monde.

Avant toute chose, je tiens à exprimer ma gratitude pour la confiance que m'ont accordée les citoyennes et les citoyens de ma circonscription. Je les remercie de leurs questions, de leur engagement et de toutes leurs suggestions. Je remercie chaleureusement mon conjoint Claude, ma famille ainsi que les bénévoles qui m'ont portée tout au long de cette campagne.

Dans le rôle d'ambassadrice du Canada à l'Organisation de coopération et de développement économiques, ou OCDE, que j'occupais précédemment, j'étais fortement préoccupée par la place de la démocratie dans le monde. Je suis heureuse de constater que notre démocratie canadienne est forte et saine. Le respect était au rendez-vous lors de toutes nos conversations. Aujourd'hui, dans cette enceinte qui incarne les valeurs démocratiques de notre pays, c'est avec un profond sentiment de responsabilité que je prends la parole.

### *L'Adresse*

Comme cela a été mentionné dans le discours du Trône, de grands changements se produisent en ce moment pour l'ensemble des Canadiens. Ce sont des changements fondamentaux qui offrent des possibilités incroyables pour tout notre pays. Ce sont des possibilités de renouvellement, des occasions de grandir, mais, surtout, c'est l'occasion pour le Canada d'entreprendre la plus grande transformation de son économie depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous vivons ces changements collectivement, dans nos familles, dans nos communautés et dans nos milieux de travail. Certes, ils se traduisent par des défis, mais ils se traduisent aussi par un élan vers un avenir meilleur. Un Canada qui reste fidèle à ses valeurs est un Canada qui peut bâtir de nouvelles alliances et une nouvelle économie au service de tous les Canadiens. Le Canada est prêt à bâtir une coalition avec les pays qui partagent ses valeurs et qui croient en la coopération internationale. Dans quelques semaines, lorsque le Canada présidera le sommet du G7 en juin, nous le démontrerons.

Jusqu'à récemment, j'étais ambassadrice et représentais le Canada à l'OCDE, à l'Agence internationale de l'énergie, au Forum international des transports, à l'Agence pour l'énergie nucléaire et au Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle. Je peux assurer que les pays membres sont prêts à ce partenariat avec le Canada. Cet engagement sur la scène mondiale ne se fait pas en opposition avec nos intérêts nationaux. Bien au contraire, il en est le prolongement naturel. Nous croyons que pour être forts chez nous, nous devons être présents, respectés et engagés à l'international.

Nous ne pouvons pas parler de changements et d'opportunités sans parler de ce qui se passe avec nos voisins les États-Unis. Le premier ministre et le président des États-Unis ont commencé à définir une nouvelle relation économique et de sécurité entre nos deux pays, fondée sur le respect mutuel et sur les intérêts communs de nos deux nations souveraines. Ce partenariat renouvelé entre nos pays voisins est une opportunité d'écrire une nouvelle page de collaboration, de croissance mutuelle et de prospérité partagée. En même temps, notre gouvernement renforce ses relations avec nos partenaires commerciaux et nos alliés. Nous avons déjà 50 ententes de libre-échange. Il faut plus que jamais en profiter, car, aujourd'hui, notre avenir économique repose sur notre capacité à renforcer nos liens pour qu'ils soient durables et stratégiques partout dans le monde.

Les gens de ma circonscription m'ont fortement exprimé leur conviction que l'économie n'est vraiment forte que lorsqu'elle sert tout le monde et correspond à ce que tous les Canadiens veulent. C'est pour cela que nous réduisons les impôts de la classe moyenne, faisant économiser jusqu'à 840 \$ par année aux familles à deux revenus. Nous réduisons également la taxe sur les produits et services sur les maisons de 1 million de dollars ou moins pour les acheteurs d'une première maison, ce qui leur permettra d'économiser jusqu'à 50 000 \$. Nos concitoyens veulent du concret. Ces mesures ne sont pas abstraites. Elles se traduisent directement dans la vie des gens et des familles canadiennes avec plus d'accessibilité et de sécurité.

• (1325)

En plus de tout cela, nous veillerons à la pérennité des programmes qui permettent déjà aux Canadiens d'économiser des milliers de dollars par année, comme le programme de garderies, l'assurance-médicaments, et plus encore. Nos concitoyens nous l'ont répété lors de notre porte-à-porte: nos programmes sociaux doivent être maintenus parce qu'ils ont un réel impact dans le quotidien des Canadiens. Ces programmes permettent à plusieurs d'obtenir des services essentiels, et jamais nous ne mettrons cela en péril.

On le sait et nous l'avons dit très clairement lors de cette récente campagne, l'objectif principal de notre gouvernement est de bâtir l'économie la plus forte du G7. Cela commence par la création d'une seule économie canadienne. C'est un projet ambitieux et essentiel, car il est temps de briser les cloisonnements, de dépasser les barrières internes et de bâtir une véritable union économique entre nos provinces et nos territoires. Les rapports économiques de l'OCDE, soit l'Organisation de coopération et de développement économiques, le recommandaient depuis plusieurs années. Nous avons maintenant le sentiment d'urgence qui nous pousse à agir. Les obstacles internes au commerce et à la mobilité de la main-d'œuvre coûtent au Canada jusqu'à 200 milliards de dollars chaque année. C'est inacceptable, et c'est pourquoi nous déposerons un projet de loi visant à éliminer tous les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre d'ici la fête du Canada. Les premiers ministres de plusieurs provinces et territoires ont déjà pris des mesures importantes visant à éliminer les obstacles au commerce intérieur et nous nous appuyerons sur ces progrès pour créer une économie performante pour tout le pays. La collaboration avec les premiers ministres des provinces et des territoires est un facteur de succès, et tous à la Chambre doivent contribuer à cette collaboration afin que nous puissions atteindre notre plein potentiel économique.

Cependant, ce n'est pas tout. Il en faut beaucoup plus pour réaliser notre plein potentiel et pour bâtir ce Canada fort. Cela ne peut se faire sans une volonté profonde de collaboration. Pour cela, il faut une étroite collaboration avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones pour réaliser des projets d'importance nationale. J'ai, tout au long de ma carrière, travaillé avec le milieu des affaires, les syndicats, la société civile, ainsi que les diplomates et les gouvernements du monde. Notre fierté canadienne doit plus que jamais renforcer nos liens à l'international pour créer des emplois bien rémunérés pour les Canadiens. Nous savons que ces projets exigent du leadership, mais aussi de l'écoute, de la souplesse et un respect des compétences de chacun. De manière plus importante, ce projet canadien est porteur de sens pour nos concitoyennes et nos concitoyens.

Compte tenu de l'ampleur des opportunités devant nous, la rapidité est essentielle. Le nouveau bureau des grands projets fédéraux permettra de diminuer le temps nécessaire pour approuver un projet de cinq à deux ans tout en respectant les normes environnementales de calibre mondial du Canada et ses obligations constitutionnelles envers les peuples autochtones. Ainsi, nous concilierons efficacité et responsabilité. Notre gouvernement conclura également des ententes de coopération avec toutes les provinces et tous les territoires intéressés dans un délai de six mois pour mettre en œuvre le principe « un projet, une évaluation ». L'élimination de ces obstacles à l'économie canadienne marquera le début d'une nouvelle ère de croissance au Canada, ce qui nous aidera non seulement à surmonter les guerres commerciales, mais à en sortir plus fort en tant que pays souverain.

C'est cette résilience, cette capacité à transformer l'adversité en opportunité qui caractérise notre pays depuis toujours. Lors de la campagne électorale, mes concitoyens m'ont parlé du fait que le logement était une grande priorité pour eux et il en est de même pour tous les Canadiens. Leur message est très clair: de grands changements sont nécessaires et des actions concrètes doivent être entreprises, et ce, rapidement. C'est pourquoi notre gouvernement prendra une série de mesures pour aider à doubler le taux de construction de maisons tout en créant une toute nouvelle industrie de l'habitation en utilisant la technologie canadienne, des travailleurs qualifiés canadiens et du bois d'œuvre canadien, et tout en étant prêt à innover pour répondre à nos défis climatiques. Nous avons les ressources, nous avons le savoir-faire et nous avons la volonté. Il est temps de passer à l'action.

● (1330)

Notre gouvernement mettra également en place des mesures pour livrer des logements abordables en créant le programme Maisons Canada, qui aura pour mission d'accélérer le développement de nouveaux logements abordables, d'investir dans la croissance de l'industrie des maisons préfabriquées et modulaires, et de fournir un financement important aux constructeurs de maisons abordables.

Nos concitoyens et nos concitoyennes veulent des actions concrètes comme celles-ci. Nous innoverons ensemble, avec toutes les parties prenantes et régionales, et nous réglerons les défis devant nous ensemble.

Nous avons également beaucoup entendu parler de sécurité dans les derniers mois, de la sécurité de notre pays, tout particulièrement à nos frontières. Pour assurer cette sécurité, notre gouvernement déposera un projet de loi visant à améliorer la sécurité aux frontières du Canada. Un pays fort doit pouvoir protéger ses frontières, ses citoyens, son intégrité territoriale. De nouveaux outils pour arrêter le flux de fentanyl et de ses précurseurs seront également introduits. L'Agence des services frontaliers du Canada se verra conférer de nouveaux pouvoirs pour examiner les marchandises destinées à l'exportation, afin d'empêcher le transport de produits illégaux et volés, y compris les voitures, que nous savons tous être un grand fléau.

Nous ne nous arrêterons pas là. Notre gouvernement protégera notre souveraineté en tant que Canadiens en reconstruisant, en réarmant et réinvestissant dans les Forces armées canadiennes, et nous renforcerons notre présence dans le Nord. Nous participerons également au plan ReArm Europe, contribuant du fait même à la sécurité transatlantique.

La sécurité, c'est aussi la solidarité. Assurer la sécurité de nos frontières est une chose, mais celle de nos collectivités n'est pas à négliger; car nos collectivités, c'est là où nous vivons, où nos proches vivent, nos enfants et nos parents. Nous devons nous assurer que ce sont des endroits sécuritaires pour tous, en tout temps. De ce fait, nous embaucherons 1 000 membres de la GRC de plus et modifierons les permis d'armes à feu. Contrer le vol de voitures et les violations de domicile sera pris très au sérieux, et nous ressermerons le Code criminel afin de rendre la mise en liberté sous caution plus difficile pour les récidivistes accusés d'avoir commis ces crimes ainsi que pour le trafic de personnes et de drogues. La sécurité de nos collectivités n'est pas négociable.

Maintenant, je me tourne vers quelque chose d'ancré en moi, quelque chose qui est essentiel pour bâtir un Canada fort. Je l'ai répété auprès des citoyens et des citoyennes de Thérèse-De Blain-

### *L'Adresse*

ville: je suis fièrement québécoise, fièrement francophone et, ce faisant, fièrement canadienne aussi. La langue française et la culture québécoise sont deux choses au cœur de l'identité canadienne. Elles définissent le pays que les Canadiens et moi-même aimons tant. Je l'ai valorisé tout au long de ma carrière d'un bout à l'autre du Canada et à l'international. Ce leadership, nous devons tous le démontrer au quotidien. Protéger notre langue, nos traditions et notre patrimoine, c'est essentiel. C'est également un atout incroyable dans notre commerce international. Je sais de quoi je parle.

Le Canada est un pays où les langues officielles et les langues autochtones sont respectées et célébrées. Le gouvernement s'est engagé à protéger les institutions qui font la promotion de ces cultures et identités dans le monde, comme CBC/Radio-Canada, ainsi que des programmes qui améliorent vraiment les choses, comme le Programme de garantie de prêts pour les Autochtones, qui passera de 5 milliards de dollars à 10 milliards de dollars. Notre gouvernement sera un partenaire fiable pour les peuples autochtones, respectant son engagement fondamental à faire progresser la réconciliation. Nous porterons cet engagement avec conviction.

Nous nous sommes également engagés à protéger celles et ceux qui nous donnent accès à des aliments frais, sains et de qualité: les producteurs agricoles. Protéger la gestion de l'offre est quelque chose de très important. Notre souveraineté alimentaire est une composante essentielle de notre souveraineté nationale.

Notre système d'immigration du Canada est lui aussi depuis longtemps une source de fierté pour les Canadiens. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à rétablir la confiance des Canadiens envers ce système en rétablissant son équilibre.

● (1335)

C'est une responsabilité qui nous oblige à la rigueur et à l'humanité.

Pour ce faire, notre gouvernement imposera une limite au nombre de travailleurs étrangers temporaires et d'étudiants internationaux qui seront accueillis. Nous attirerons les meilleurs talents du monde pour bâtir l'économie canadienne.

Dans toutes ses actions, le gouvernement sera guidé par une nouvelle discipline financière: dépenser moins afin que les Canadiens puissent investir davantage. Cela aussi, les citoyens et les citoyennes de Thérèse-De Blainville l'ont aussi exigé. Nous croyons que chaque dollar public doit être dépensé avec discernement dans l'intérêt collectif. Notre gouvernement y travaillera à fond.

Notre gouvernement équilibrera son budget de fonctionnement au cours des trois prochaines années en réduisant le gaspillage, en plafonnant la fonction publique, en mettant fin au chevauchement et en déployant la technologie pour améliorer la productivité du secteur public. Parallèlement, nous prendrons une série de mesures pour catalyser de nouveaux investissements, créer de meilleurs emplois et assurer des revenus plus élevés pour les Canadiens.

L'ampleur de cette initiative du gouvernement sera à la hauteur des défis que nous vivons et de l'ambition des Canadiens.

Je termine en disant à mes chers collègues que nous sommes, en tant que Canadiens, forts et libres et que nous ferons tout ce que nous pouvons, au cours de ce mandat qui nous a été confié, pour rendre ce beau pays encore plus fort. Pour ce faire, il ne s'agit pas seulement de politiques et de programmes; il s'agit d'une volonté de faire avancer notre pays malgré les défis qui nous attendent.

*L'Adresse*

Nous avons d'énormes atouts et plusieurs leviers au Canada: nos talents et notre capacité à innover, l'expertise du secteur privé combinée à celle du secteur public, notre richesse multiculturelle ainsi que notre force d'inclusion et de partenariat international.

De plus, le Canada est rempli d'espoir et d'occasions à saisir. En travaillant ensemble, avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et tous les acteurs, nous pouvons bâtir un avenir fort pour chacun, un avenir où les valeurs communes des Canadiens continueront d'être priorisées.

**Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais commencer par remercier les citoyens et les citoyennes de Montmorency—Charlevoix d'avoir placé leur confiance dans le Parti conservateur et en moi-même pour cette 45<sup>e</sup> législature. Je vais relever ce défi avec respect, mais aussi avec un engagement profond.

Le discours du Trône du gouvernement est un document d'une trentaine de pages censé définir les priorités de l'État canadien dans lequel on ne retrouve qu'une seule et unique mention de la langue française et de la culture québécoise. Une seule fois, il n'y a rien de plus. Il n'y avait pas grand engagements.

Pendant ce temps, le recul du français, lui, est bien réel partout dans la province du Québec et partout au pays. Il s'accélère dans les milieux de travail. Il s'efface dans les services publics. Les fonctionnaires francophones nous mentionnent à quel point ils ont de la difficulté à s'exprimer en français.

Malgré cette courte mention dans le discours du Trône, il n'y a aucune mesure concrète pour assurer la protection du français au Canada. C'est dans ma circonscription, à Château-Richer, que la première colonie française a été fondée. Elle a mené à la création du Canada qu'on connaît aujourd'hui.

Soyons clairs, les conservateurs croient en la langue française. Ils la soutiennent depuis longtemps. Ils veulent en faire la promotion et ils veulent la protéger.

Quelles garanties est-ce que le premier ministre a obtenues lors de sa rencontre au bureau ovale avec Donald Trump pour s'assurer que notre langue française ne sera jamais matière à négociation, ni maintenant ni jamais? En a-t-il juste parlé?

● (1340)

**Madeleine Chenette:** Monsieur le Président, je commencerai en disant qu'il est important d'arrêter de faire peur à nos concitoyens québécois et canadiens-français en rapport avec notre capacité de maintenir notre langue.

Je l'ai dit et je le répète: l'action est dans le leadership. On peut voir au sein de notre gouvernement beaucoup de leaders francophones et de leaders qui partagent la fierté de notre langue française. Nous allons la parler.

Je tiens à réitérer que c'est un objectif commun de valoriser la langue française partout dans notre beau Canada.

**Patrick Bonin (Repentigny, BQ):** Monsieur le Président, je tiens à profiter de ma première prise de parole pour remercier les citoyennes et les citoyens de Repentigny qui m'ont accordé leur confiance. Je défendrai sans compromis leurs intérêts ainsi que ceux du Québec.

Le discours du Trône confirme qu'Ottawa veut remplacer son processus d'évaluation environnementale par un bureau d'accélération des projets pétroliers et gaziers. Il confirme l'intention de faire

du Canada une superpuissance en énergie conventionnelle, c'est-à-dire en énergie fossile. Il parle de respecter les normes environnementales du Canada, mais ne parle pas de respecter celles du Québec, notamment en matière d'aménagement du territoire.

Bref, le discours du Trône semble ouvrir la voie à l'imposition de pipelines au Québec. Or, ce n'est plus le temps de construire de nouveaux pipelines. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est le nouveau ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes qui l'a dit le 14 mai dernier. Ce n'est pas non plus le temps d'abolir des volets de tarification fédérale du carbone, comme le fait le gouvernement dans son tout premier avis de voies et moyens déposé aujourd'hui même. Ça non plus, ce n'est pas nous qui le disons, c'est l'OCDE, l'organisation dont la députée était ambassadrice pour le Canada avant de se présenter en politique.

Est-ce que la députée est d'accord avec son collègue ministre et avec l'OCDE pour dire que ce n'est plus le temps ni pour construire de nouveaux pipelines ni pour affaiblir la tarification du carbone?

**Madeleine Chenette:** Monsieur le Président, effectivement, j'occupais un poste à l'OCDE ainsi qu'à l'Agence internationale de l'énergie.

Je tiens à dire que le Dr Fatih Birol, le directeur général de l'Agence, ne cesse de répéter à l'international à quel point le Canada a tout pour réussir s'il met toutes ses composantes énergétiques ensemble. Il ne cesse également de répéter la pertinence de la transition énergétique. Je l'ai entendu dire cela à plusieurs reprises et le premier ministre a très clairement énoncé ses objectifs. Notre gouvernement veut bâtir et faire du Canada « une superpuissance en matière d'énergie verte et conventionnelle », c'est-à-dire tant avec les énergies conventionnelles qu'avec les énergies propres, tout en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre. Arrêtons donc de rapporter qu'une seule partie de la discussion. L'énergie, c'est l'ensemble des énergies que nous avons comme richesse au Canada.

● (1345)

**L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.):** Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nouveau mandat.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les gens d'Ottawa—Vanier—Gloucester de leur confiance. Je vais travailler très fort au cours des prochaines années.

Au cours des dernières semaines, les Canadiennes et les Canadiens partout au pays et dans la circonscription d'Ottawa—Vanier—Gloucester que je représente ont lancé un message clair. Il faut être unis, souverains et responsables. Nous devons protéger et surtout créer de nouveaux emplois et de nouvelles carrières pour que le Canada soit plus compétitif et innovant. Nous devons créer une seule économie et non 13 afin de bâtir la plus forte économie du G7.

Est-ce que la députée de Thérèse-De Blainville peut parler davantage de la manière dont nous allons entreprendre des actions pour favoriser une meilleure qualité de vie pour les Canadiennes et les Canadiens?

**Madeleine Chenette:** Monsieur le Président, je remercie ma chère collègue de sa question.

Je dirai simplement que, pour développer notre économie, nous avons un cadre économique de gestion de la qualité de vie au Canada, qui comprend l'habitation, le transport ainsi que l'environnement. Je ne m'étalerai pas sur le sujet; tout est documenté. Ce faisant, nous allons tous collectivement travailler afin que cette économie soit au rendez-vous pour toutes les régions.

[Traduction]

**Kathy Borrelli (Windsor—Tecumseh—Lakeshore, PCC):** Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur de prendre la parole à la Chambre au nom des habitants de Windsor—Tecumseh—Lakeshore.

Les travailleurs de Windsor sont inquiets, à juste titre. Ils s'inquiètent des menaces que les États-Unis font peser sur leurs emplois. Ils craignent une réduction de leurs heures de travail. Ils ont peur de ne pas pouvoir payer leur hypothèque et se nourrir. À Windsor, on n'a littéralement qu'à regarder de l'autre côté de la rivière pour voir les constructeurs automobiles et les industries de Detroit, au Michigan. Les travailleurs étatsuniens de ces usines n'ont pas à s'inquiéter d'une coûteuse taxe sur le carbone qui nuit à l'emploi. Ils savent que leur emploi est plus sûr, car leur secteur industriel n'a pas à payer de taxe sur le carbone. Ce n'est pas le cas de ce côté-ci de la frontière. Le gouvernement libéral rend notre industrie et nos fabricants moins concurrentiels en maintenant en place la coûteuse taxe sur le carbone pour l'industrie.

Nous devons travailler ensemble et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger nos emplois. En maintenant la taxe sur le carbone pour les industries de l'acier, de l'aluminium et d'autres produits manufacturés, le gouvernement force nos travailleurs à se battre avec une main attachée derrière le dos. Le gouvernement veut-il laisser les coudées franches à nos travailleurs et éliminer complètement la taxe sur le carbone pour tout le monde?

[Français]

**Madeleine Chenette:** Monsieur le Président, mon honorable collègue a bien résumé les enjeux et les préoccupations qu'ont les citoyens et les entreprises. Je tiens également à dire que, dans le contexte actuel, ce n'est pas nécessairement un jeu de boxe ou de hockey. Nous sommes en train de faire du tai-chi. Il s'agit de prendre l'énergie de l'autre pour avancer. J'en fais depuis 30 ans.

Alors, je dirais que oui, l'économie sera la priorité. Quant à la question de la tarification du carbone pour les entreprises, cela génère des investissements de plusieurs milliards de dollars et crée des dizaines de milliers d'emplois dans tout le Canada. Elle est trois fois plus efficace que la tarification du carbone pour les consommateurs.

Je terminerai en disant qu'il faut prendre les bonnes mesures pour à la fois assurer notre croissance économique et, bien sûr, protéger notre environnement.

• (1350)

[Traduction]

**L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC):** Monsieur le Président, comme les députés le savent, la coutume veut que nous ne critiquions pas trop le discours de Sa Majesté tant qu'elle est encore dans la capitale nationale. Demain, on pourra longue-

### L'Adresse

ment discuter des lacunes, du manque de détails et de l'absence d'un plan pour concrétiser les mesures prévues dans le discours, mais je m'en voudrais de passer quelques éléments de celui-ci sous silence. Je m'attarderai davantage à la question demain et je m'attends à ce que les députés soient présents pour m'entendre.

Il ne suffit pas de dire ce que l'on a l'intention de faire. Il faut en quelque sorte présenter la manière dont on va s'y prendre. Le premier ministre place la barre très haut. Étant donné son expérience, on ne lui accordera pas le bénéfice du doute dont a joui Justin Trudeau à son arrivée en poste. Il promet aux Canadiens qu'il résoudra les problèmes auxquels ils sont confrontés, et pourtant...

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. Andrew Scheer:** Non, les députés n'aimeront pas ce qui suit.

Monsieur le Président, en ces premiers jours de la législature, on constate déjà que le premier ministre est incapable d'obtenir des résultats. Il apprend donc rapidement comment se comporter en politicien libéral, c'est-à-dire faire de grandes promesses et réaliser peu de choses. C'est là le bilan du gouvernement.

Les seules parties du discours du Trône qui sont un tant soit peu convenables ont, bien sûr, été empruntées des politiques conservatrices, ces mêmes politiques que nous défendons depuis une décennie et auxquelles les libéraux se sont tant opposés. Cependant, nous savons que le premier ministre a l'habitude de copier des idées et de se les approprier.

Puisque nous sommes au tout début d'une nouvelle législature et que nous aurons encore beaucoup à dire demain, je propose:

Que le débat soit maintenant ajourné.

**Le Président:** Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée.)

[Français]

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je prends un bref moment pour dire à tous mes honorables collègues que, demain, la Chambre tiendra le premier jour de débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône. Nous prévoyons que les six jours de débat sur l'Adresse seront consécutifs et que le vote final aura lieu mercredi prochain.

Pour conclure, je propose:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

[Traduction]

**Le Président:** Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée.)

**Le Président:** La Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 13 h 53.)



# TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 27 mai 2025

Le Président .....	11	<b>DISCOURS DU TRÔNE</b>	
<b>Les serments d'office</b>		<b>L'Adresse en réponse</b>	
Carney .....	11	Hogan.....	15
Projet de loi C-1. Présentation et première lecture .....	11	Motion.....	17
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi.....	11	Morin .....	18
		Deschênes .....	18
<b>Discours du Trône</b>		Lamoureux .....	18
Le Président .....	11	Anstey .....	18
Carney .....	14	Kwan .....	19
Motion .....	14		
Adoption de la motion.....	14	<b>Les dépenses fiscales fédérales</b>	
		Ali .....	19
<b>Les voies et moyens</b>			
<b>Avis de motion</b>		<b>L'Adresse en réponse</b>	
Champagne .....	14	Chenette .....	19
		Hardy .....	22
<b>Le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique</b>		Bonin .....	22
Le Président .....	14	Fortier.....	22
		Borrelli.....	23
<b>Travaux des subsides</b>		Scheer.....	23
Ali .....	15	Motion .....	23
Motion .....	15	Adoption de la motion.....	23
Adoption de la motion.....	15	MacKinnon .....	23
MacKinnon .....	15	Motion .....	23
Motion .....	15	Adoption de la motion.....	23
Adoption de la motion.....	15		
		<b>Le Budget principal des dépenses 2025-2026</b>	
<b>Le Budget principal des dépenses 2025-2026</b>		Ali .....	15
Ali .....	15		

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>